

MONNAIE : à savoir en première approche

I. Qu'est-ce que la monnaie ? (définition et exemples)

La monnaie est l'**instrument de paiement en vigueur** en un lieu et à une époque donnée.

Exemples : l'euro, le franc, la livre sterling, le deutschemark, la peseta, la lire, le dollar, le dinar, le yen...

« *La monnaie est ce qu'on offre ou reçoit pour l'achat et la vente, de biens, services et autres.* » (John Kenneth Galbraith, « L'argent »)

UNE MONNAIE EST UN SIGNE DOTÉ D'UN POUVOIR D'ACHAT. Un signe **MATÉRIALISÉ** (pièce ou billet) ou **DÉMATÉRIALISÉ** (solde d'un compte bancaire).

Aujourd'hui, TOUS ces signes sont des RECONNAISSANCES DE DETTES :

- soit des **dettes de l'État** (les billets et les pièces),
- soit des **dettes des banques** (la provision des DAV : le solde créditeur des dépôts à vue).

Des reconnaissances de dettes suffisamment **FIABLES**, émises par des débiteurs suffisamment indestructibles, pour inspirer **CONFIANCE** à tout le monde et servir de monnaie d'échange.

L'échange a lieu en faisant CIRCULER LE TITRE de la dette (titre= certificat, sur papier ou éventuellement dématérialisé, peu importe) : la remise de signes monétaires permet d'éteindre les dettes ; on parle de *pouvoir libératoire* de la monnaie. Pour la monnaie fiduciaire — billets et pièces —, on n'a pas besoin de signer pour céder la créance : le titre est *au porteur*. Mais les mécanismes de la circulation monétaire peuvent toujours être rapprochés de la cession de créance.

II. Quelles sont les fonctions de la monnaie ?

La monnaie est censée remplir trois fonctions principales :

- **Intermédiaire dans les échanges (la monnaie est un « équivalent universel »)** : la capacité d'éteindre les dettes et les obligations, notamment fiscales, constitue le « pouvoir libératoire » de la monnaie.
- **Réserve de valeur** : la monnaie, si elle est stable, permet de conserver de la valeur et donc de différer une dépense.
- **Unité de compte** (outil abstrait) pour le calcul économique ou la comptabilité.

III. Quelles sont les formes modernes de la monnaie ?

On distingue :

- La monnaie **fiduciaire** (les billets et les pièces). Environ **10% de la masse** monétaire. La monnaie fiduciaire est **créée par l'État** et la Banque Centrale (BC) et ne peut *pas* être créée par les banques commerciales (bc).
- La monnaie **scripturale** (les comptes à vue). Environ **90% de la masse** monétaire. La presque totalité de la monnaie scripturale est **créée par les banques commerciales** (bc) à l'occasion du **crédit** (et détruite au moment des remboursements).

IV. Qu'est-ce que la masse monétaire ?

La masse monétaire est **l'ensemble de tous les signes monétaires disponibles**, à un moment donné et sur un territoire donné.

Compte tenu de la façon dont nous créons aujourd'hui la monnaie (à l'occasion du crédit), **la masse monétaire augmente quand, au niveau de la société toute entière, nous empruntons plus que nous ne remboursons** (la « baignoire » de signes monétaires se remplit quand le robinet coule plus fort que la bonde de vidage) ; **alors que la masse monétaire diminue quand nous empruntons moins que nous ne remboursons** (la « baignoire » se vide quand on coupe le robinet alors que la bonde continue à vider la « baignoire »).

DONC, la masse monétaire augmente (et le chômage diminue) quand nous sommes de bonne humeur (quand l'ambiance du pays est euphorique, on fait des projets, on parie sur l'avenir, on emprunte beaucoup), **et la masse monétaire diminue (et le chômage augmente) quand nous sommes de mauvaise humeur** (quand l'ambiance du pays est morose, on attend pour investir, on hésite à prendre des risques, on ne croit plus en l'avenir, on n'emprunte plus). Le fait que la masse des signes monétaires disponibles varie suivant notre humeur est complètement idiot : on a toujours besoin de monnaie quand on est triste, évidemment. C'est la raison pour laquelle de nombreux penseurs proposent d'autres façons de créer la monnaie, qui permettraient de garantir au corps social, à la société, un meilleur approvisionnement en monnaie, condition fondamentale de la prospérité.

Techniquement, mais ce n'est pas l'essentiel, on distingue (par ordre de **liquidité** décroissante) les **agrégats** suivants :

M0 : la monnaie centrale, produite par l'État : billets et pièces + tous les comptes à vue à la Banque Centrale détenus par les banques commerciales.

M1 : la monnaie au sens strict (ayant cours légal, et étant donc parfaitement liquide) : les billets, les pièces et les comptes à vue (donc sans les comptes d'épargne).

M2 : M1 + les comptes à terme (comptes d'épargne) assez liquides (sommes disponibles assez rapidement et sans coût)

M3 : M2 + les instruments négociables peu risqués (« actifs financiers » sans risque et aisément transformables en moyens de paiement) (toujours à moins de deux ans d'immobilisation).

NB : M2 et M3 incluent de la **quasi-monnaie** (qui est presque de la monnaie, mais pas tout à fait, parce que pas vraiment disponible immédiatement).

V. Comment est créée — et détruite — la monnaie ?

- La monnaie est créée quand une banque commerciale « prête » (crédit) de l'argent.

- La monnaie est détruite quand on rembourse la banque commerciale.

Donc, si tout le monde remboursait d'un coup toutes ses dettes, il n'y aurait presque plus de monnaie (il n'en resterait que 10% : les billets et les pièces).

Notez bien : **l'intérêt** versé *en plus* au moment de chaque remboursement n'a *pas* été créé dans l'opération de crédit initiale. Donc, pour verser l'intérêt à la banque, il faut absolument que l'emprunteur *le prélève* (où il peut et comme il peut) sur le reste de la masse monétaire en circulation.

Comme par une sorte de grand siphon, les banques commerciales sont donc en permanence les bénéficiaires d'une partie de l'immense quantité de monnaie qu'elles ont créée à partir de rien, et qui leur revient personnellement (en bénéfice, au compte de Résultat) sous forme d'intérêts.

C'est probablement ce mécanisme du **siphon géant de l'intérêt** bancaire qui nous condamne éternellement à «*la croissance*» (et aux gaspillages écologiques correspondants).

VI. Pourrait-on faire autrement (quelle sont les principales alternatives) ?

Au lieu que ce soit les bc (les banques commerciales) qui créent une monnaie *temporaire, privée, rare, coûteuse et aliénante (endettante)*, ce pourrait être la BC, la Banque Centrale, et elle seule qui crée une monnaie *permanente, publique, abondante, gratuite et émancipante (sans dette)*. Ainsi, exactement comme le font aujourd'hui les « établissements financiers », les bc ne pourraient prêter *que* de l'argent dont elles disposent préalablement (soit qu'on ait déposé chez elles cet argent à prêter, soit qu'elles aient emprunté cet argent *avant* de le prêter) sans pouvoir le créer. Ainsi, l'intérêt dû à l'occasion de la création de la monnaie reviendrait à l'État (revenu qu'on appelle *le seigneurage*), ce qui lui permettrait soit d'être employeur en dernier ressort, soit d'alléger les impôts, soit de fournir davantage de services publics.

VII. Quels sont les enjeux (qu'y a-t-il à gagner et à perdre) de la monnaie (pour la société, pour l'État et pour les banques) ?

Le souverain est celui qui crée la monnaie.

Depuis toujours, c'est *le prince* (au sens large) ou la puissance publique qui crée la monnaie, attribut principal de son pouvoir. La monnaie apparaît quand *le prince* dépense (il peut créer librement la monnaie dont le peuple a besoin) et la monnaie disparaît quand *le prince* collecte l'impôt. C'est *le prince* (au sens large : on parle du souverain) qui augmente ou réduit la masse monétaire en circulation, selon les besoins de la population : en cas de chômage (indicateur que la société manque de monnaie en circulation), on ajoute de la monnaie (*le prince* en crée plus qu'il n'en détruit, pour équilibrer l'économie de la société) ; alors que, en cas d'inflation (indicateur que la société a trop de monnaie en circulation), on retire de la monnaie (*le prince* en détruit plus qu'il n'en crée, là aussi pour équilibrer l'économie de la société).

Depuis environ 2 ou 300 ans (époques des « révolutions » anglaise, américaine, française...), ce sont les banques commerciales qui créent la monnaie, et on en est même arrivé aujourd'hui à cette extravagance que l'État lui-même ne peut plus emprunter (gratuitement) auprès de sa Banque centrale, c'est-à-dire que l'État ne peut plus créer librement la monnaie dont la société a besoin : depuis l'article 104 du traité de Maastricht (1992) devenu article 123 du TUE (*Traité sur l'Union Européenne*), l'État et toutes les administrations doivent emprunter l'argent nécessaire auprès des « marchés financiers », c'est-à-dire auprès des banquiers et des particuliers fortunés, moyennant un intérêt non nécessaire et ruineux. Et tout ça a été décidé sans débat public et sans vote citoyen. C'est littéralement un scandale. Progressivement, tous les États se retrouvent, par ce mécanisme odieux, endettés et ruinés, ce qui les oblige à réduire (ou même à détruire) un à un tous les services publics (remplacés chaque fois par des services marchands, donc payants).

Tout ceci n'est possible — et ne peut perdurer — que grâce à l'ignorance (entretenu) de la population. Une population ayant compris **l'enjeu de la monnaie pour la société (prospérité vs austérité)** pourrait en reprendre le contrôle aisément : il lui suffirait de le vouloir vraiment.

VIII. Conséquences d'un manque ou d'un excès de monnaie :

Quand un pays a TROP DE MONNAIE (trop de pouvoir d'achat pour une capacité de production donnée), les arbitrages se font par **les prix qui montent** → INFLATION.

Quand un pays MANQUE DE MONNAIE (pas assez de pouvoir d'achat pour une capacité de production donnée), les biens et services ne se vendent pas, on est en **surproduction**, les entreprises licencient et/ou n'embauchent pas → CHÔMAGE

IX. Quelles sont les principales causes, conséquences et remèdes à l'inflation ?

Les principales **causes** de l'inflation sont :

- **L'augmentation excessive de la masse monétaire** (par rapport aux possibilités des moyens de production).
Mais attention : *toute* augmentation de la masse monétaire n'entraîne *pas* de l'inflation : on peut créer *un peu* de monnaie *sans* créer d'inflation (et en baissant le chômage !).
- **L'absence de concurrence** (la multiplication des monopoles) qui permet aux vendeurs d'imposer leurs prix de force.
- **L'accroissement des coûts de production** (prix des matières premières, salaires, impôts...), répercutés sur les prix pour protéger le Résultat bénéficiaire des entreprises.
- **L'augmentation excessive de la demande** par rapport à l'offre (ce qui crée une rareté, et donc des arbitrages par les prix).
- **Un effondrement de l'offre, comme en cas de blocus** (exemple du Venezuela) d'un pays qui importe presque tout ce qu'il consomme au lieu de produire lui-même (malédiction de la sous-industrialisation fréquente chez les pays riches en pétrole).

Les **conséquences** de l'inflation (hausse des prix) sont, mécaniquement, automatiquement, forcément, la baisse du pouvoir d'achat de chaque signe monétaire (de chaque euro) et donc **l'appauvrissement** des acteurs économiques (entreprises, ménages et administrations).

Le **remède** à cet appauvrissement est **l'indexation sur les prix** de tous les **salaires** (cet automatisme s'appelle « échelle mobile » des salaires), et de tous les **contrats**.

Voir la proposition très argumentée de Maurice Allais dans son livre « Pour l'indexation » en 1990.